

## Point d'information sur la répression des prisonnières palestiniennes

### Description

Par l'Agence Média Palestine, le 21 décembre 2021

Dans les prisons israéliennes, la répression à l'égard des prisonnières palestiniennes est brutale, et les sanctions souvent collectives.

Récemment, les détenues de la prison de Damon ont lancé une protestation qui a été violemment réprimée. Cette protestation est notamment survenue en réaction à plusieurs incidents, dont : l'insalubrité des lieux de détention, la surveillance permanente et abusive des prisonnières et le refus des visites familiales pendant de longue période. En effet, les détenues ont été privées de visites pendant près de trois mois. Cette décision témoigne une fois encore de la dimension collective des sanctions imposées aux détenus palestiniens, puisqu'elle semble être une conséquence indirecte de l'[évasion](#) de six Palestiniens plus tôt cette année.

Cette protestation a donc été violemment réprimée par les autorités pénitentiaires, et trois détenues ont été placées en isolement. En réaction aux agressions infligées et aux mesures d'isolement, un mouvement s'est mobilisé dans la prison, et en dehors, pour mettre fin à ces abus. Parmi les revendications, la fin de l'isolement des trois femmes à Mona Qaadan, Shorouq Dwayyat et Marah Bakir figurait en tête de liste.

En effet, mettre un terme à l'isolement de ces femmes apparaît comme une exigence cruciale pour entamer un dialogue sur les conditions de détention ainsi que sur les sanctions injustes imposées aux prisonnières palestiniennes. De plus, ces trois femmes n'ont pas été isolées au hasard : elles ont un rôle essentiel dans la défense des droits des prisonnières, puisqu'elles sont les représentantes des femmes palestiniennes détenues. Autrement dit, ce sont elles qui s'occupent des questions de négociations et des relations avec l'administration pénitentiaire. Parmi elles, Marah Bakir représente les femmes détenues, tandis que Shorouq Dwayyat est son adjointe.

Le [retour](#) de Mona Qaadan et de Shorouq Dwayyat à la prison de Damon depuis Gilboa semble alors témoigner d'une petite victoire, tandis que le retour de Marah Bakir ne saurait tarder. Pourtant, si la fin de l'isolement de ces trois femmes donne espoir pour un potentiel dialogue sur les conditions de détention de l'ensemble des détenues palestiniennes, il faut néanmoins rester prudent. Les promesses des autorités pénitentiaires n'aboutissent pas toujours.

D'une manière générale, la défense des droits des détenus palestiniens dans les prisons israéliennes demeure une thématique aussi fondamentale que complexe. A cet égard, le lundi 20 décembre 2021, les représentants des prisonniers palestiniens en détention administrative ont annoncé leur décision de boycotter le système juridique israélien.

Cette décision, qui devrait entrer en vigueur dès les premiers jours de 2022, s'explique en réaction au recours abusif de la détention administrative appliquée par Israël et qui vient à l'encontre des principes du droit international. En décembre 2021, on compte près de 4 392 prisonniers palestiniens dont 493 détenus administratifs, très souvent emprisonnés sans procès.

L'avocate et la directrice de l'association Addameer, Sahar Francis, a déclaré au [Haaretz](#) que « les autorités d'occupation ne respectent pas les limites fixées par le droit international pour imposer des détentions administratives et que celles-ci sont effectuées de manière arbitraire, ce qui constitue un crime de guerre selon les lois d'occupation ».

**date création**  
2021/12/21